laTrompette

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau [DAVE CHAN/AFP VIA GETTY IMAGES]

Pourquoi Trudeau a brusquement révoqué la Loi sur les urgences

Le véritable état de l'économie canadienne

- Abraham Blondeau
- 15/03/2022

Le lundi 21 février, la démocratie au Canada est morte par un vote démocratique. La Loi sur les urgences a été confirmée par un vote de 185 contre 151. Le vote était divisé selon les partis, le Parti libéral au pouvoir et le Nouveau Parti démocratique appuyant la loi, tandis que les conservateurs de l'opposition et le Bloc québécois votaient contre la mesure. Le vote a donné au gouvernement du Premier ministre Justin Trudeau des pouvoirs d'urgence extraordinaires pour au moins 30 jours supplémentaires. Le Sénat canadien devait ensuite se prononcer sur l'invocation de la loi.

Au cours du débat, le gouvernement fédéral a insisté sur le fait que la démocratie canadienne était menacée et a même laissé entendre qu'il envisageait de conserver ces pouvoirs pendant des mois au cas où d'autres manifestations organisées verraient le jour. Plus de 200 comptes bancaires ont été gelés en vertu des ordonnances d'urgence, ce qui représente environ 8 millions de dollars d'actifs. Des manifestants ont été emprisonnés et d'autres enquêtes semblaient imminentes.

Pourtant, 48 heures seulement après le vote, le 23 février, le Premier ministre a annoncé qu'il révoquait les pouvoirs d'urgence. Qu'est-ce qui se cache derrière ce soudain changement de direction ?

Le sénateur David Wells a fait remarquer que peu de temps avant la conférence de presse du 23 février, le caucus libéral a commencé à appeler les sénateurs pour voir comment le vote pourrait se dérouler au Sénat. Environ 45 sénateurs ont indiqué qu'ils voteraient contre l'action de Trudeau.

Mais il y a une autre raison qui pourrait avoir été beaucoup plus convaincante pour le gouvernement Trudeau. La principale caractéristique des ordonnances d'urgence était de permettre aux banques de geler les comptes des manifestants et des partisans du *Freedom Convoy* [Convoi de la liberté] à leur propre discrétion, sans ordonnance du tribunal. Les sites de *crowdfunding* [financement participatif] et leurs systèmes de paiement étaient également tenus de s'enregistrer auprès d'une agence gouvernementale de renseignement financier, FINTRAC (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada). Un jour avant la révocation des pouvoirs d'urgence, la Gendarmerie royale du Canada et le gouvernement canadien ont indiqué qu'ils avaient commencé à débloquer les comptes bancaires. S'il s'agit d'un mouvement qui menace la souveraineté du Canada, pourquoi faire marche arrière si soudainement ?

Peu après l'annonce, le 17 février, du gel des comptes bancaires des personnes soutenant le Convoi de la liberté, une ruée vers les banques a commencé. Les principales banques canadiennes ont toutes connu une mystérieuse panne qui a culminé à 23 heures ce soir-là. Les banques touchées étaient la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal, la Banque Scotia et la Banque Canadienne Impériale de Commerce. Aucune explication n'a été donnée, mais de telles pannes surviennent lors de la mise à jour de logiciels ou de la suspension de services pour empêcher les gens de retirer de l'argent des banques. Si vous pensiez que votre compte bancaire allait être gelé à tout moment, ne retireriez-vous pas votre argent ?

Le blog économique canadien *Armstrong Economics* a écrit : « D'après des sources fiables, Trudeau a été contraint d'abandonner sa loi d'urgence car une quantité stupéfiante d'argent a fui les banques canadiennes. Les Canadiens ont transféré des comptes aux États-Unis par dizaines de milliers à la suite du gel des comptes bancaires par Trudeau sans décision de justice, qui a même inclus les cartes de crédit. » L'effet déstabilisant d'une ruée vers les banques a peut-être forcé Trudeau à faire une volte-face spectaculaire.

« La simple quantité d'argent retirée des banques canadiennes était massive », écrit *Armstrong Economics*. « Il semble y avoir eu une augmentation de 500 pour cent juste au cours des 24 heures précédentes ». Les banques canadiennes ont déjà des règles strictes limitant les retraits d'argent. La plupart des gab (Guichet automatique bancaire) ont une limite de 1 000 dollars et d'environ 2 000 dollars auprès d'un guichet. Pour tout retrait plus important, il faut donner un préavis d'une semaine à la banque.

Armstrong Economics s'attend à ce que l'instabilité bancaire fasse surface dans les prochaines semaines : « Trudeau a enfoncé un pieu dans le cœur de l'économie canadienne et cela signifie que les capitaux internationaux seront sceptiques quant à la confiance à accorder au Canada tant que Trudeau sera au pouvoir ». D'autres sources confirment le fait que les initiés mettaient en garde contre une crise financière. Le gouvernement et les médias ne communiquent pas sur le montant des capitaux qui ont quitté les banques canadiennes, mais il est possible que de nombreuses grandes institutions et investisseurs aient fui le Canada pour protéger leurs actifs des gels gouvernementaux.

Avant même que cette instabilité ne soit introduite dans l'économie canadienne, le pays était déjà au bord du gouffre fiscal. En raison des excès et de la corruption du gouvernement, le peuple canadien en paie déjà le prix, littéralement.

La crise la plus immédiate est l'inflation. En décembre 2021, le taux d'inflation a battu un record de 30 ans en atteignant 4,8 pour cent. En janvier 2022, ce record a été battu, l'inflation atteignant 5,1 pour cent, et rien n'indique qu'elle va s'arrêter de sitôt. La famille moyenne de quatre personnes au Canada paiera au moins 966 dollars de plus par an en produits d'épicerie. Un sondage a révélé que 80 pour cent des Canadiens modifient leurs achats alimentaires afin de pouvoir se payer l'épicerie. Trente-cinq pour cent achètent moins de viande et 21 pour cent mangent moins de fruits et légumes frais.

C'était avant le début de la guerre en Ukraine. Comme la Russie fournit la plupart des engrais à bas prix dans le monde, les dépenses des agriculteurs vont augmenter, et cela se répercutera sur le consommateur. L'Ukraine fournit une quantité non négligeable de blé et de maïs dans le monde. Si ces approvisionnements sont interrompus, les prix pourraient bondir de 20 à 30 pour cent, selon *Rabobank*.

Les prix du carburant montent également en flèche au Canada. En décembre 2021, les prix des carburants ont atteint des niveaux record dans tout le pays. En Ontario, l'essence a atteint 1,50 $ le litre (5,67 $ en dollars américain le gallon) pour la première fois de l'histoire. Au moment de la rédaction de cet article, le prix de l'essence est actuellement de 1,66 $ le litre et devrait augmenter de 10 cents dans les prochains jours. D'ici la fin du mois de mars, certains experts préviennent que l'essence atteindra 2,00 $ le litre (7,56 $ en dollars américains le gallon). Pour couronner le tout, la prochaine augmentation de la taxe sur le carbone du gouvernement fédéral commencera le 1er avril. Le prix de l'essence augmentera alors de 11 cents en moyenne. Cette augmentation de la taxe sur le carbone a également un impact sur le prix du gaz naturel pour chauffer les maisons. La famille moyenne paiera 943 dollars en taxes sur le carbone pour le gaz naturel. Cette mesure réduit à néant la capacité des gens à fonctionner dans la société.

Selon les experts, le prix du diesel devrait bondir de 30 cents au cours des prochains jours. « Le président de *Canadians for Affordable Energy* [Canadiens pour une énergie abordable], Dan McTeague, a fait remarquer que 'tous les modes d'acheminement des produits vers le marché sont généralement alimentés par le diesel' et que, pour cette raison, son coût aura un impact plus direct sur le prix des biens de consommation au cours des semaines et des mois à venir », rapporte la chaine de télévision en continu CP24. « En fait, M. McTeague a prédit que l'augmentation du coût du carburant conduira probablement l'inflation à des niveaux que nous n'avons 'probablement jamais vus de notre vivant' ». Cette hausse du carburant diesel pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de 30 pour cent du coût de la nourriture et d'autres biens.

De nombreux Canadiens pourraient bientôt se trouver confrontés à des choix très difficiles : *Dois-je conduire pour me rendre au travail, nourrir ma famille ou chauffer ma maison ?*

Cette inflation se produit au moment même où les gouvernements fédéral et provinciaux augmentent les impôts. En 2020, la famille canadienne moyenne consacrera environ 36 pour cent de son budget aux impôts, selon le plus récent rapport de *l'Institut Fraser* sur l'indice canadien des taxes à la consommation. Les paiements du Régime de pensions du Canada augmenteront de 333 dollars par an, et l'assurance-emploi de 63 dollars par an. L'impôt sur le revenu augmentera également de façon générale : Les revenus supérieurs à 60 000 dollars par année paieront entre 100 et 300 dollars de plus par année. Malgré une inflation supérieure à 5 pour cent et une augmentation des impôts, les salaires ne devraient augmenter que de 2,7 pour cent en 2022. Cinquante-trois pour cent des Canadiens ne peuvent pas suivre le coût de la vie.

L'immobilier canadien est à un niveau record. En décembre 2021, les prix des logements ont bondi de 26,6 pour cent. La maison moyenne au Canada coûte plus de 700 000 dollars. Les taux hypothécaires n'ont jamais été aussi bas et il y a une grave pénurie de logements, ce qui fait grimper les prix en flèche. Avec d'autres pressions financières qui grugent les revenus, la plupart des jeunes Canadiens n'ont pas les moyens d'acheter une maison.

Quel est le moteur de ces forces économiques écrasantes au Canada ? L'impression de monnaie et les dépenses déficitaires massives. Depuis février 2020, la Banque du Canada a imprimé 370 milliards de dollars en nouveaux dollars canadiens. Cela représente une augmentation de 300 pour cent de l'impression monétaire depuis le début de la pandémie. Cette injection massive d'argent a fait grimper les coûts des biens : Plus d'argent avec moins de biens signifie que les prix augmentent.

Cette impression d'argent reflète directement les dépenses déficitaires de Trudeau, ce qui signifie que le gouvernement dépense plus que ce qu'il reçoit en recettes fiscales et commerciales. « Les dépenses déficitaires des politiciens influencent directement la taxe d'inflation du gouvernement », a écrit Franco Terrazzano de la Fédération canadienne des contribuables. « Le budget fédéral de

2021 prévoit un déficit de 155 milliards de dollars, soit 3 milliards de dollars par semaine. Par une coïncidence remarquable, quelques jours après la publication du budget, la Banque du Canada a annoncé qu'elle achèterait pour 3 milliards de dollars d'obligations d'État du Canada chaque semaine. Cela ressemble fort à l'utilisation de la presse à imprimer pour financer les dépenses déficitaires d'Ottawa ».

La dette du Canada a dépassé le trillion de dollars pour la première fois. Le*Toronto Star* a écrit : « Le ratio de la dette non financière totale du Canada par rapport au [produit intérieur brut] est considérablement plus mauvais que la moyenne mondiale ; à un taux massif de 343 pour cent, il est l'un des plus élevés au monde ». Le Canadien moyen doit 57 500 dollars en dettes fédérales et provinciales. En plus de cela, la dette des consommateurs canadiens, comme les hypothèques et les cartes de crédit, dépasse maintenant les 2 000 milliards de dollars.

Il n'y a aucun signe de ralentissement des dépenses liées au déficit. Le gouvernement Trudeau a déjà promis 179 milliards de dollars de plus en dépenses de programmes et alloué 140 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années en mesures de relance. De nouveaux documents montrent que M. Trudeau a été averti que la promesse de « mieux reconstruire » entraînerait une forte inflation et une incertitude économique. Le Canada est une nation qui plonge la tête la première dans la spirale mortelle de la dette nationale. Avec une inflation en hausse, des pénuries d'approvisionnement abondantes et de plus en plus d'entreprises qui ferment à cause de la pandémie, l'économie canadienne est déjà un zombie qui marche.

D'une certaine manière, l'imminence du désastre financier a peut-être forcé Trudeau à renoncer à son excès tyrannique. Mais les communistes de la gauche radicale qui contrôlent le Canada veulent détruire son économie. C'est exactement ce que la Bible a prédit.

Feu Herbert W. Armstrong a averti pendant des années que l'un des objectifs de l'infiltration communiste était de détruire l'économie. « Le communisme, bien sûr, est beaucoup de choses », a-t-il écrit dans *La pure vérité* de février 1962. « C'est une doctrine […] C'est un programme révolutionnaire. C'est une guerre de classe implacable. C'est une philosophie radicale de l'histoire. C'est une philosophie radicale de la société. C'est un système social. C'est un système économique. C'est une stratégie politique. C'est une conspiration mondiale. » Afin de transformer fondamentalement l'Occident capitaliste, les communistes doivent d'abord détruire l'économie.

Notre brochure *Il avait raison* dit : « Herbert W. Armstrong prévint que les principes économiques communistes saperaient la force de l'Amérique et affaibliraient sa puissance économique. » Cette même attaque communiste a eu lieu au Canada. Le Deutéronome 28 : 44 a prophétisé que nos nations perdraient notre leadership économique dans le monde à cause de la dette nationale.

L'attaque des communistes et la montée en flèche de notre dette nationale font rapidement s'effondrer les économies de nos nations. La prise de pouvoir tyrannique de Trudeau a peut-être précipité le jour de cette crise. La Bible prophétise que cette crise imminente ne provoque pas seulement des souffrances internes, mais contribue à l'avènement d'une nouvelle superpuissance européenne. Pour en savoir plus sur ces prophéties imminentes, veuillez lire notre brochure *Il avait raison*.

Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Il avait raison

maintenant en cliquant ici.